

L'Assemblée générale de l'O. N. U. décide le retrait des représentants diplomatiques des Nations Unies accrédités à Madrid

Après un avertissement formel à Franco

L'opinion mondiale coïncide à reconnaître que cet accord représente un pas décisif vers le rétablissement de la démocratie en Espagne

NOTRE VOIX
APRÈS LES RÉSOLUTIONS
DE L'O. N. U.

Le triomphe qui a été obtenu par la République espagnole à l'ONU prend tout son éclat à mesure que l'on connaît les détails des débats. Il est indéniable que les sympathies et les appuis de la cause républicaine ont eu le dessus des obstacles que les diplomates de la plus grande envergure ont essayé de créer.

Une fois que le vote fut fin, des commentaires publics

NEW-YORK. — Voici quelques détails sur les débats de l'Assemblée générale de l'ONU pour traiter le problème espagnol. L'Assemblée a célébré deux séances. La première fut présidée par M. Wellington Koo, M. del Rio, représentant du Chili, a pris la parole pour engager l'Assemblée à prendre des mesures définitives énergiques qui obligent le dictateur espagnol à quitter le pouvoir.

Le délégué chilien a fait remarquer l'anormalité que représente la subsistance d'un régime reconnu comme fasciste alors que les Nations Unies se sont levées en armes pour bannir du monde ce système de domination sur les hommes et les peuples.

Après le délégué chilien, le Docteur Lange, représentant la Pologne, demande une remise de la discussion parce que huit délégations se trouvent absentes du débat et d'autres ont des représentations réduites.

Ce même point de vue est maintenu par la Belgique et le Venezuela, mais, en définitive, la proposition est repoussée par 21 voix contre 18.

Ensuite, les débats sont engagés et la Tchécoslovaquie et le Venezuela interviennent soutenant la résolution, tandis qu'avec l'argumentation trop connue, Costa-Rica et le Salvador, se opposent au rappel des Ambassadeurs.

Après le délégué chilien, le Docteur Lange, représentant la Pologne, demande une remise de la discussion parce que huit délégations se trouvent absentes.

Intervention de M. Jouhaux

LA NOUVELLE ESPAGNE ha cumplido un año

HACE ahora justamente un año hemos comenzado la tarea de publicar este periódico, con el propósito de que fuese un órgano verídico de información para todos los españoles desterrados, que les orientase en la empresa en que estamos empeñados para restablecer en nuestra Patria la legalidad republicana.

No somos nosotros los llamados a juzgar de nuestros aciertos o desaciertos. Cumple ésto al lector que nos haya seguido cuidadosamente y que, de haberlo hecho de un modo imparcial, no podrá menos de reconocer que si nuestra obra pre-



Aspecto del salón de actos de la O. N. U., en una reunión plenaria, donde se discutió la cuestión española.

LE DISCOURS DE LEON JOUHAUX A L'O. N. U.

"Au nom de 70 millions de membres de la F. S. M. je réclame que l'on prenne les mesures qu'il convient à l'égard de Franco"

ARMÍ les différentes interventions qui se sont produi-

FRANCO a dit:

« Nous devons être prêts. La guerre peut éclater d'un moment à l'autre »

(Discours prononcé à Saragosse, devant les élèves de l'École Militaire le 15-12-1946).



UN PAS EN AVANT

Lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies commença ses travaux à la fin du mois d'octobre, peu nombreux étaient ceux qui se faisaient des illusions sur le résultat pratique des débats. Maintenant que l'Assemblée a mis fin à ses séances, nous devons reconnaître, à la lumière des résultats obtenus, que son labeur a été fécond. Nous pouvons dire avec le « New York Herald Tribune » que « personne, si pessimiste qu'il fût, ne pourra nier que la situation internationale s'est considérablement améliorée par rapport à celle qui existait avant le mois d'octobre ».

La conséquence immédiate de ce nouvel état de choses est la renaissance de la confiance des peuples et des hommes en l'efficacité de l'ONU et la revitalisation du prestige de cet organisme international suprême.

L'un des grands problèmes que l'Assemblée devait étudier était celui de l'Espagne. Il était, peut-être, le plus transcontinental de tous les problèmes, par rapport aux prestiges de l'ONU. Car il est évident que le seul fait de la subsistance du régime franquiste (le plus cynique et le plus honnête de tous les fascismes) constitue une insulte pour la démocratie universelle, au nom et en défense de laquelle a été créée l'ONU, inseparable de la paix.

Une fois que le vote fin, des commentaires publics eurent lieu au sein de l'Assemblée sur le fait que l'abstention des délégués des dominions et de quelques pays arabes et hispano-américains était une conséquence de la politique vacillante suivie jusqu'à présent par certains pays à l'égard de l'Espagne.

Les commentaristes les plus connus et de plus grand relief de la presse new-yorkaise signalent le fait que les anglo-saxons se sont vus obligés à se ranger d'une façon énergique et décidée contre le régime franquiste. On a également enregistré avec satisfaction l'écrasante défaite de la proposition cubaine. Lorsque le représentant du Cuba intervint plus tard en défense de la proposition de la Colombie, ses propos furent l'objet de sévères censures.

D'autre part, on fait toujours des éloges sur l'intervention de Mr. Jouhaux, dont le discours est qualifié comme étant le plus sincère et le meilleur inspiré des tous ceux qui furent prononcés à l'assemblée. En même temps, on fait remarquer, que l'esprit de la France a eu un très éloquent porte-parole en la personne de Léon Jouhaux. Sa grande autorité et influence dans le monde international du travail accentue encore l'importance extraordinaire de son magnifique discours.

Toutes les opinions coïncident unanimement à reconnaître la manière intelligente, sereine et heureuse, dont le Président du Gouvernement Républicain M. Giral a mené ses travaux à New York. Même ceux qui ne partageaient pas entièrement son point de vue reconnaissent que le tact et la persévérance du Dr. Giral ont été une œuvre maîtresse de diplomate et d'homme d'Etat.

Il n'y a pas d'exception dans l'affirmation que le Président du Conseil républicain a augmenté et consolidé son prestige, et que, devant la complexité et les difficultés de sa mission, il a su agir avec un bonheur qui a également mérité l'unanimité des admirations et des applaudissements.

Le résultat de la campagne

(Suite à la page 3).

Intervention de M. Jouhaux

Ensuite, M. Léon Jouhaux intervient à son tour, déclarant que Franco assure à l'heure actuelle la continuité de l'idée hitlérienne en cherchant à diviser les Alliés pour aboutir à ses fins.

Il demande à l'Assemblée de voter à l'unanimité la résolution présentée par la Commission politique et de sécurité et

rappelle que le peuple espagnol attend des Nations Unies un concours moral, concours qui ne sera effectif que lorsqu'on verra Franco abandonné par tous les Gouvernements des Nations Unies.

Après l'intervention de M. Jouhaux, on lève la séance qui est reprise le soir.

Intervention du Représentant de l'Angleterre

A la séance de nuit, le représentant de l'Angleterre, M. Bottomley, intervient demandant qu'on enlève le paragraphe de la résolution qui spécifie que le Conseil de Sécurité devra prendre « des mesures adéquates si, dans un délai raisonnable, un gouvernement détenant l'autorité avec le consentement du peuple espagnol, n'est pas établi en Espagne ».

Rappelant que la Grande-Bretagne accepte le retrait des représentants diplomatiques, il déclare que d'un autre côté, l'invitation du Conseil de Sécurité signifierait une intervention favorable.

Le représentant argentin s'oppose à une intervention de l'ONU dans les affaires intérieures d'un Etat membre ou non membre des Nations Unies. Il ajoute qu'il votera contre la résolution proposant le rappel des représentants diplomatiques.

(Suite page 3)

no podrá menos de reconocer que si nuestra obra presenta en algún momento defectos o errores, de que ninguna labor humana está exenta, en cambio nos ha asistido siempre la mejor voluntad, el más acendrado patriotismo y un entusiasmo republicano jamás entibiado.

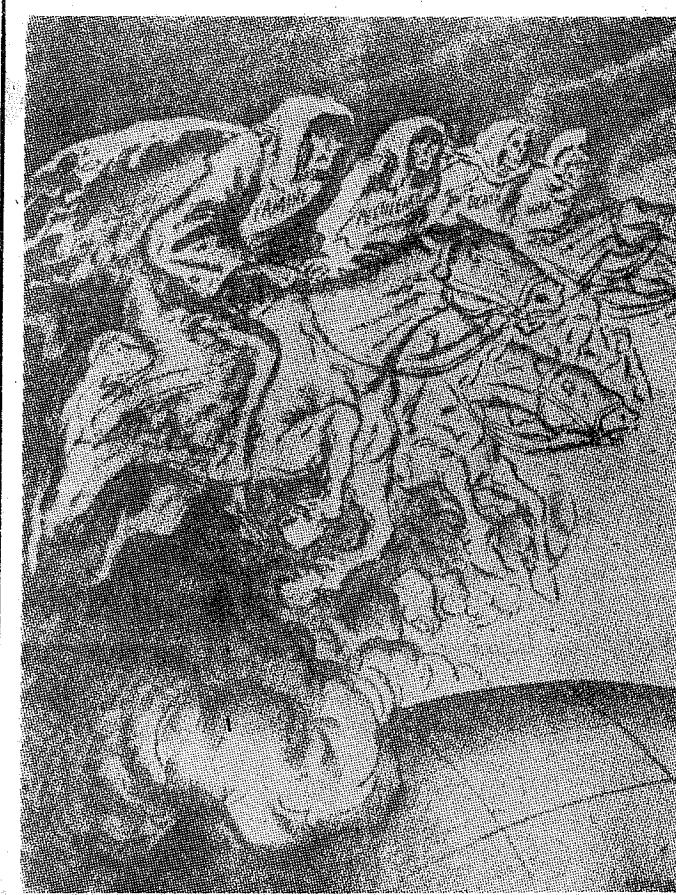
Con este mismo espíritu

continuaremos hasta la restauración de la República en España, mejorando siempre, como hasta aquí lo hemos hecho, el contenido y también la presentación de nuestro periódico, hasta donde nos lo permitan las circunstancias difíciles en que nos movemos.

Al cumplir su aniversario LA NOUVELLE ESPAGNE envía un saludo amistoso a sus lectores y les expresa su deseo de que el año que se aproxima sea aquel en que se colmen nuestras aspiraciones con respecto a la plena liberación de la Patria, objeto de todos los amores y preocupaciones de los españoles desterrados.

Quien ama a España y la desea libre está suscrito a « LA NOUVELLE ESPAGNE ».

LOS OTROS CUATRO GRANDES



Hambre, peste, muerte, guerra...

ARMÍ les différentes interventions qui se sont produites au cours des débats de l'Assemblée de l'ONU, l'une des plus saillantes et des plus enthousiastes interventions en faveur de la cause de la liberté du peuple espagnol en défense de la République a été, sans aucun doute, celle du délégué de la France, M. Jouhaux, dont les sincères déclarations méritent toute notre reconnaissance.

se voir demander de constituer un gouvernement démocratique

que. Le peuple espagnol a répondu, s'y a longtemps, à cette demande : en 1931, quand il était libre, il a constitué la République, parce qu'il était libre. En 1936, quand il était libre, il a consolidé la République, parce qu'il était libre. Cela montre nettement la volonté du peuple espagnol ; constituer

(Suite à la page 3).



Mr. Léon Jouhaux au cours d'une intervention à l'ONU.

créée l'ONU, inséparable de la paix.

Jusqu'à maintenant, nous nous trouvions en présence d'une condamnation platonique du régime franquiste. En réalité, c'était peu. Franco et ses acolytes pouvaient se montrer de l'anathème en toute impunité, convaincus qu'ils étaient que cette sorte d'obstacles ne les empêcheraient pas de continuer à usurper le pouvoir.

Maintenant, l'Assemblée des Nations Unies est allée plus loin. Elle vient de faire le premier pas concret, la première avance, sur la seule voie qui lui est possible.

Il est vrai qu'elle aurait pu se montrer plus énergique. Une décision définitive aurait épargné des difficultés pour l'avenir. Mais cela ne veut pas dire que les accords intervenus appartiennent à l'ordre inoffensif des vagues condamnations verbales. Aujourd'hui, on reconnaît une culpabilité et on applique une sanction pratique, celle du retrait des Ambassadeurs et Chefs des missions diplomatiques en Espagne.

Felicítandose de la reciente decisión de la ONU relativa a España, « el Buró Ejecutivo piensa que deben ser proseguidos los esfuerzos para el establecimiento de la libertad sindical y el retorno a un régimen democrático y republicano en España, y para ayudar al pueblo español en ese sentido. » Se han previsto con ese objeto : organización de emisiones radiofónicas dirigidas a los trabajadores españoles ; la creación de una Comisión de solidaridad en cooperación con los organismos sindicales afiliados a la F. S. M. ; contactos con el Gobierno republicano español.

Si nous ajoutons à ceci la mise en demeure de quitter le pouvoir dont le dictateur vient d'être l'objet, et l'annonce de mesures sévères au cas où il se refuserait à obéir à l'impératif d'une si juste condamnation, nous nous apercevrons facilement que la « question espagnole » a pris un caractère distinct de celui qu'elle offrait avant la dernière convocation de l'Assemblée de l'ONU.

Graves répercussions des débats de l'O.N.U. sur les opérations de la Bourse madrilène

La nervosité dont les phalangistes font preuve devant la discussion du cas espagnol devant l'Assemblée de l'ONU a des répercussions à la Bourse de Madrid.

La Bourse est, dans une certaine mesure, un baromètre de l'instabilité du régime franquiste. Les opérations de la Bourse avaient lieu, au cours du mois dernier, non d'une façon normale, mais avec de brusques fluctuations qui marquaient le manque de solidité des valeurs.

Au début du mois de novembre, on y remarqua une forte baisse et une paralysie très signalée des transactions, jusqu'au point que le journal « Informaciones » du 12 courant se voyait obligé de reconnaître :

« La semaine débute par une séance de rares affaires et des échanges plus faibles que ces derniers jours... »

Mais on connaît, à cette date, les déclarations de la Délegation américaine devant l'O. N. U. s'opposant à des mesu-

LA NOUVELLE TENUE MILITAIRE FRANQUISTE, SEMBLABLE À CELLE de la WEHRMACHT

MADRID. — A l'occasion de son discours dictatorial de la Place d'Orient, le général Franco s'est présenté pour la première fois en public, revêtu de la nouvelle tenue militaire qu'il vient d'adopter.

Le calot qui le coiffait habituellement a été remplacé par une casquette à longue visière et très relevée, semblable à celles de la Wehrmacht. Un long pardessus aux lignes tirées à l'équerre et retombant sur les bottes, complète son uniforme.

La photo du Caudillo dans sa nouvelle tenue vient d'être reproduite par toute la presse espagnole.

L'Assemblée générale de l'ONU a réalisé un travail utile. Elle initie, à l'égard de l'Espagne, la seule conduite possible pour la libérer de l'esclavage.

CRONICA • REPORTAJES • CRITICA

RECTORES ? LOS MEJOR DOTADOS

LOS de dentro de España que han sufrido penas y privaciones, sobrelevadas siempre y por todos (la excepción es mínima) con decoro y dignidad, lo primero que no hacen es calibrar esos sufrimientos modulandolos por comparación con otros que saben equivalentes. Además — esto es importante — las cárceles, los campos de concentración y trabajo y las persecuciones y barbarie de Franco, nos han venido bien a la mayoría. En las cárceles y demás sitios de castigo y convivencia, hemos ganado en tolerancia, comprensión, valor y paciencia; hemos adquirido un concepto, amplio y claro, de lo que es el compañerismo y la verdadera camaradería. Nos comprendemos mejor los unos a los otros. Yo conozco hoy y comprendo más cordialmente que antes, a los de clase social y formación espiritual distinta a la mía. Ellos a mí también. No en balde se comparten idénticas angustias e incomodidades.

Esto quiere decir, que los republicanos españoles, dentro de España, están en magníficas condiciones para expresar su voluntad, diciéndola sin demagogías ni extremismos. No me atrevo a afirmar lo mismo en relación con lo que oigo de que han de ser ellos mismos los ejecutores de esa voluntad. Pienso al contrario, por mil razones, que los futuros dirigentes, en su mayoría, están fuera de España.

Con estos antecedentes, la respuesta a la pregunta formulada antes, es fácil. Quiénes han de regir la cosa pública española y republicana: los de dentro o los de fuera? A mi juicio, los de dentro y los de fuera. Como en Fuente-Ovejuna, todos a una. Sin que en la elección para fijar el servicio personal a cumplir, influya para nada el punto en que, la suerte o la voluntad, nos hayan situado a cada uno.

Entre los de dentro y los de fuera deben ser rectores aquellos que hayan mostrado — tiempo y lugar han tenido dentro y fuera para hacerlo —

erra que, tal vez, hasta estorban en la paz. Como no me considero en posesión de ninguna sobresaliente, para una u otra cosa, me atrevo, con franqueza, a decir mi pensamiento y a declarar mi sincera admiración por los países — bien próximo, en espacio y tiempo, tenemos un ejemplo — que con apariencias de ingratitud, que son realidades de educación política, enviable, prescinden, a su tiempo, de nombres beneméritos, sustituyéndolos, oportunamente, por otros más eficazmente útiles para el momento en que se efectúa el cambio y para la resolución de los nuevos problemas.

Esos problemas son en España muy complejos y distintos de los planteados hasta ahora. No podemos resolverlos si olvidamos o menoscabamos las muchas cosas que allí han pasado y están pasando. La más importante, el tiempo: diez años. Durante ellos se han hecho hombres algunos cientos de miles de españoles (los comprendidos, hoy, entre los dieciocho y veintiocho años). Esos hombres y mujeres es difícil saber exactamente cómo piensan; tengo la seguridad de que no lo hacen como nosotros a su edad. Será necio repetirles, como he oído a algunos, el «decíamos ayer» de Fray Luis de León, o el «venimos a continuar la Historia de España» del político del siglo XIX. Esperan y quieren otra cosa.

Don Manuel Azaña, cuyas referencias se me agolpan en la memoria, al escribir hoy, sin duda por lo cerca que está el aniversario de su muerte, «que un pueblo en marcha, gobernado con buen discurso, se lo representaba, él, de este modo: una herencia histórica corrígida por la razón». Pleno, en glosa a su exacta afirmación, que la República, no la restaurada, pues no creo posibles las restauraciones, sino la establecida de nuevo, deberá acentuar la última parte de la frase: corregir y corregir mucho, con la razón, si quiere acabar con los «sude» tradicio-

ESTAMPAS DE MONTAUBAN

EL TALLER DE ORTOPEDIA

CLAREABA apenas. Era en los últimos días del año 1939. El campo de concentración de Septfonds se ofrecía como desdibujada estampa. Figuras de perfil incerto, barracas vislumbradas, apenas, a través de la bruma del amanecer.

Un clarín — en llamada militar imperiosa — despedía las últimas sombras de la noche. Los ex combatientes españoles internados corrían hacia el centro del campo. Algunos, echados sobre la tierra — no existía lecho más cómodo —, se alzaban difícilmente. Mutilados en la lucha por la Libertad y la República pugnaban por armonizar su imposibilidad física con la espiritual energía que el sufrimiento no había podido arrancarles.

Un español, sentado junto a la puerta de su barraca, parecía no haber escuchado el toque de llamada. Miraba con profunda atención cómo los mutilados avanzaban penosamente. Reflexionaba y alguno le preguntó al pasar:

— ¿No vienes?
— Sí.
— Pues date prisa.
— Otros llegarán después que yo. ¿No ves?

Y al hacer la pregunta señalaba a los mutilados que, penosamente, seguían a sus compañeros.

El preguntado nada dijo; pero en sus ojos, en toda su actitud, hubo la expresión trágica de lo irremediable.

— ¿Y qué vamos a hacer?

— Ayudarles!

— Ya lo hacemos. Algunos hay que los tenemos que llevar casi en andas...

— No es esa la ayuda a que me refiero... ¿Qué oficio tenías en España?

— Mecánico.

— También lo soy yo.

— Bien, pero... ¡Buenas están las cosas para...

— Estén como estén podemos intentarlo.

— Mi hermano está aquí y también es del oficio.

declinaba el sol, los tres españoles en el fondo de una barraca concertaban las primeras gestiones para llevar a cabo la generosa iniciativa.

— ¿Materiales?
— ¡Los encontraremos!
— ¿Pero tú crees que estando aquí nos dejarán?

— Saldremos y no faltará una mano amiga que nos ayude.

Y de aquella conversación, de aquel concierto de voluntades, de generosidad y de energía, plenamente española, nació el taller de ortopedia que hace seis años viene funcionando en Montauban, sin que un solo día haya interrumpido su trabajo.

— Brazos y piernas artificiales para los mutilados!
— Aparatos para dominar las consecuencias dolorosas del sacrificio en la guerra!
— Armas para luchar con la vida difícil del exilio!

— No vienes?

— Sí.

— Pues date prisa.

— Otros llegarán después que yo. ¿No ves?

— Fábricas que pudieran proporcionar tales aparatos?

— Ah! Inútil sería el deseo de conseguirlos.

Por entonces se abría el grande y trágico interrogante de la guerra. Los alemanes avanzaban en Europa.

— Vencerán?... Pero a falta de fábricas de empresas poderosas para las que el mutilado español representaba bien poca cosa, había voluntad, había energía y decisión, y un grupo de españoles salió de Septfonds y vino a Montauban para hacer piernas y brazos con destino a los mutilados de nuestra guerra.

Imperfectos primero, perfeccionados más tarde, comenzó el trabajo a dar resultado positivo.

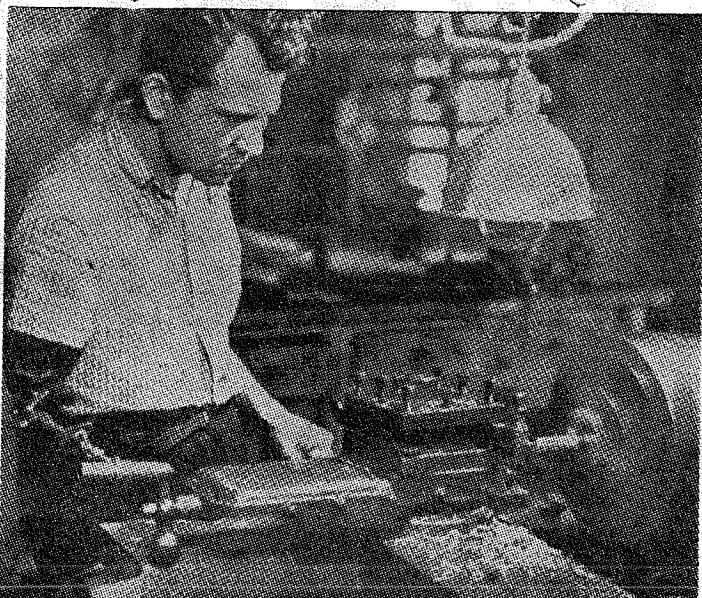
— Mecánico.

— También lo soy yo.

— Bien, pero... ¡Buenas están las cosas para...

— Estén como estén podemos intentarlo.

— Mi hermano está aquí y también es del oficio.



Un mutilado trabajando en un torno.

organización comenzó el taller de ortopedia a funcionar. Buen número de mutilados españoles, merced a los aparatos que el dicho taller proporcionaba, comenzaron a trabajar en la agricultura. Empezaba el sueño a ser realidad. El mutilado podía bastarse a sí mismo y entonces comenzó a manifestarse el gran milagro de nuestra energía moral, de nuestra voluntad indomable. Los mutilados no se dejaban vencer en el trabajo por los no mutilados. Manejaban los útiles, las herramientas, las máquinas con sorprendente facilidad.

Han llegado a fabricar aparatos de peso más ligero que los producidos por empresas extranjeras especializadas.

— No hay cuero bueno? Nos arreglaremos con el mediano. — El aparato molesta al mutilado? El aparato vuelve al taller. Juega activamente la imaginación, al servicio de la fraternidad. Se modifican piezas, se realizan acolchados y el aparato vuelve a las manos del mutilado, limpio de su imperfección.

Se producen aparatos nuevos, producto de iniciativa personal. Se hacen máquinas para perfiles y en el año 1944, aún bajo la dominación alemana, al acecho la Gestapo y las Milicias, se producen 221 aparatos.

Hubo un español, mutilado del brazo derecho, al que se le fabricó el aparato necesario. Cortaba nuestro hombre leña en los bosques, y tan intenso era su trabajo y tal energía desplegaba en el mismo, que el taller de ortopedia tuvo que hacerle un brazo nuevo, reforzado, para que el aparato respondiera a la energía poderosa de nuestro compatriota.

El trabajo del taller a que nos referimos ha sido siempre de un destacado interés — sobre todo en los primeros años — por el material escaso de que podía disponer, por la improvisación que en muchos instantes, acompañada de una gran voluntad, tenía que presidir la realización del trabajo.

Se acercó el alemán antinazi al pequeño despacho del responsable y le dijo:

— Si esos preguntan por mí digales que no estoy.

Y esto dijeron se esquivó por

EL CRIMEN LEGALIZADO

FRANCO O EL REGIMEN DE TORTURA



HEMOS asistido a la representación de la obra teatral de Pablo Sartre, denominada "Los muertos sin sepultura". La pieza escénica se desarrolla en una cárcel de las milicias de Vichy. Todas las escenas son emocionantes. Pero las que más conmueven son las escenas de tortura. Todo es trágico y doloroso. Son los días turbios de la ocupación alemana. La resistencia francesa actuó con todos los peligros de la vigilancia de la Gestapo, de la policía de Pétau y de las fuerzas de las milicias. Nos hallamos en plena lucha por la libertad de Francia. Los detenidos — en una escuela sin alumnos ni maestro, que sirve de prisión —, sufren las angustias y las zozobras de los hombres que van a ser interrogados y, con ello, a tener que sufrir los tormentos de la tortura. ¿Soportarán con estoicismo estos tormentos? ¿Silenciarán la verdad que desean arrancarles los verdugos? Será más fuerte la voluntad que el dolor?

Las escenas se suceden en medio de esta trágica interrogación. Los detenidos discuten entre ellos. Los gritos de dolor resuenan de cuando en cuando de una habitación cercana, donde los milicianos, entre vasos de vino y música de baile, interrogan a los detenidos.

Los gritos de dolor comienzan a los detenidos. ¿Soportarán ellos aquel tormento? La discusión se acentúa. Los presos interrogados vuelven al calabozo extenuados. Todos soportan el dolor de la tortura. Pero dudan de uno de los dete-

No merece España que termine este régimen de tortura? ¿No fué el pueblo español el que primero luchó contra este régimen? No ha seguido después luchando en todos los lugares del mundo, donde se ha planteado la lucha contra el totalitarismo que tortura? Y no prosigue aún, en estos momentos, esta misma lucha, bajo la maldad de los métodos de tortura de Falange, que per-

nido dentro y fuera para hacerlo ver — mejores dotes para ejercer puestos de mando y de responsabilidad.

Es posible que en la apreciación de esas cualidades, sea conveniente, no alzapiñar, en la paz, las que hicieron destacar en la guerra. Hay un mínimo de condiciones genéricas, cuya carencia inutiliza para servir, ni en paz ni en guerra; pero hay otras, específicas, útiles e imprescindibles en la gue-

Carlos MONTILLA.

Los Comités de los partidos republicanos en el interior de España ratifican su confianza al Gobierno de la República

«Excelentísimo señor:

Las Comisiones Ejecutivas de los Partidos de Izquierda Republicana, Unión Republicana, que sólo la República Democrática es el Régimen político capaz de salvar el país.

2.—Declarar que solamente reconocen como régimen político legal y legítimo de España, al republicano, que se dió a sí mismo el pueblo en uso de su soberanía en abril de 1931, reiterando su voluntad en cuantas ocasiones fué consultado posteriormente.

3.—Manifestar que sólo estiman como solución justa del llamado «problema español» la restauración del Régimen republicano que, si desapareció de hecho en nuestra Patria, no lo fué por deseo popular, sino por la sublevación de los militares fascistas, al servicio del nazismo y del fascismo, con cuya intervención armada consiguieron el triunfo de su rebelión y a cuyas órdenes se mantuvieron siempre con servidumbre absoluta.

4.—Reiterar su adhesión a la República.

España, 21 de octubre de 1946.

BLOQUE REPUBLICANO

Por la Comisión Ejecutiva de Izquierda Republicana, REUS TOLEDO.—Por la Comisión Ejecutiva de Unión Republicana, VIEJO SEGOVIA.—Por la Comisión Ejecutiva Republicana Federal, CARBONES-BIS. »

cional de Unión Republicana de adhesión a la República y a su actual Gobierno, llegando a adoptar, por unanimidad, los siguientes acuerdos:

1.—Ratificarse en sus postulados programáticos y, consecuentemente, afirmar incondicionalmente, como Bloque Republicano de España, a S. E. el Presidente de la República Española en el exilio y a todas las Instituciones legales del Régimen.

5.—Hacer expresa y plena declaración en confianza al Gobierno Republicano exiliado, que V. E. dignamente preside para que, seguro del apoyo de nuestros Partidos, unidos en sólido Bloque, prosiga con toda autoridad su labor para devolver a nuestra Patria, con la República, la libertad, la democracia y el bienestar.

Y así lo elevamos a V. E., en cumplimiento de lo acordado y mediante el presente documento, que firmamos y rubricamos en un lugar de España.

Firmemente fieles a la República.

España, 21 de octubre de 1946.

también es del oficio.

Dile que venga esta tarde contigo y hablaremos.

Y aquel mismo día, cuando



Grupo de mutilados bailando gracias a los aparatos ortopédicos.

A tauban — primeros meses del año 1940 — la organización titulada Comité Católico, y bajo los auspicios de tal

realización del trabajo propuesto.

Y esto dicho se esquivó por la puerta trasera del taller.

C ORRIÓ el tiempo, llegaron los días de la invasión de Francia por los ejércitos hitlerianos. En la convulsión de los primeros momentos quedó disuelto el Comité Católico y el taller de ortopedia de Montauban pasó a funcionar bajo los auspicios de American Friends Service Committee.

En esta segunda época, a partir de mediados del año 1941, los españoles que, sucesivamente, han pasado por el taller en cuestión, como los anteriores, rivalizaron siempre en la gestión de voluntad incondicional. Entre bromas y veras, matizando con esta inextinguible alegría española, superior a todas las contrariedades, las dificultades propias de la empresa, estos mecánicos, estos ajustadores, estos ortopedistas, unos verdaderamente capacitados, otros supliendo la capacitación completa con la voluntad indomable, cumplieron siempre la misión que un sentido eminentemente patriótico les imponía y les impone.

ORTEGA.

nidos, por su edad. Es joven y no tiene experiencia. Es el hermano de una muchacha detenida. Deciden hacerle perecer antes que delate el plan de la resistencia de aquél sector. La defensa de la libertad y el dolor físico es la tragedia de Sartre, "Los muertos sin sepultura". En las escenas sucesivas presenciamos la tortura de uno de los detenidos, en pleno escenario. El momento se halla lleno de angustia. El dolor, aterra. El cinismo de los milicianos conmueve.

Pero nosotros trasladamos todo este ambiente a nuestro país, a España. Pensamos en las cárceles de Franco; en los métodos de tortura de los falangistas. Pensamos que todo esto, que se representa en este momento — en un teatro de París —, subsiste ac-

sonífica e l régimen de Franco?; No debe terminar todo esto lo antes posible para que la liberación de Europa no padezca la vergüenza de un régimen de tortura y que ensombrezca la democracia que ha triunfado sobre el fascismo, el nazismo y regímenes análogos en otros países, pero que aún subsiste en España, con el falangismo español, que es producto y continuación de todos estos métodos políticos de la tortura, como único medio del orden interior de un pueblo? Y decimos del interior porque en el exterior es, como lo fué, la guerra.

El mundo debe meditar profundamente sobre este régimen de tortura de Franco para que desaparezca lo antes posible.

ARIEL.

Quien desee conocer ampliamente el desarrollo del problema español, lea

LA NOUVELLE ESPAGNE

LA RESISTENCIA EN ESPAÑA

Labor heroica de la prensa clandestina

Desde España transmigra y huye una verdad, una nota confesada y humedecida de simbolismo, que lleva clavada en su manifestación la prueba y la experiencia más aleccionadora del pueblo español y la resistencia antifranquista.

El corazón del sufrimiento, quiere remitir a los espacios ignorados, a los paisajes perdidos y alejados de la tragedia, las escenas amargas y duras de existencia frente al terror despertado en el interior por el falangismo.

Nadie puede negar ni poner en duda, el espíritu y la ejemplaridad del movimiento conspirativo republicano en España, y la nota más elevada y heroica que emociona a las voluntades populares. (El mecanismo secreto que mueve los resortes de la prensa clandestina de la resistencia republicana.) Los portavoces de la propaganda en su actividad de expresión, han cubierto la etapa más decisiva de las inquietudes antifranquistas.

Nadie puede negar ni poner en duda, el espíritu y la ejemplaridad del movimiento conspirativo republicano en España, y la nota más elevada y heroica que emociona a las voluntades populares. (El mecanismo secreto que mueve los resortes de la prensa clandestina de la resistencia republicana.) Los portavoces de la propaganda en su actividad de expresión, han cubierto la etapa más decisiva de las inquietudes antifranquistas.

Las imprentas camufladas de las organizaciones, inundan constantemente de periódicos las capitales ibéricas, con los anagramas diversos de los sectores que componen el núcleo de resistencia elemental. Especialmente en Madrid, funcionan actualmente unas diez imprentas clandestinas rigurosamente comprometidas a la responsabilidad de la publicidad. Semanalmente los heraldos republicanos son exterritorializados entre los antifascistas, pegados por las calles y edificios públicos, enviados a los centros, incluso oficiales del franquismo para demostrar la capacidad y la fuerza de organización del cuerpo expresivo de la libertad. Independientemente de los portavoces oficiales, se editan aproximadamente unos quince boletines de información y noticias de la

represión falangista, informes del exterior y consignas de movimientos combinados de agitación. Pasquines, manifiestos, octavillas y anagramas son lanzados en el corazón de la capital y en la periferia, llegándose hasta el atrevimiento de repartirse en los metros, cines, cafés y espectáculos públicos.

La prensa de más relieve y notoriedad es la Libertaria, Republicana, Socialista y Comunista, además de varios periódicos editados por las juventudes plegadas en la Alianza Juvenil Democrática. Bocetos y boletines de carácter intelectual y artístico son confeccionados mensualmente con misión educativa dentro de la lucha. Conviene reflejar la personalidad innegable de estos voceros para que no exista ignorancia o duda de la autenticidad manifiesta.

C.N.T., del Movimiento Libertario, «Mundo Obrero», del partido Comunista, «El Socialista», de la U.G.T. «Fraternidad», de la Alianza C.N.T.-U.G.T. «Juventud Libre», de las Juventudes Libertarias. «Renovación», de las Juventudes Socialistas. U.F.E.H. de las Juventudes Universitarias. Estos son los órganos de choque de más personalidad, aunque circulan otros diversos voceros de campos republicanos de menos significación. Toda esta prensa se publica sólo y exclusivamente en Madrid, y ninguno de los periódicos mencionados nacen ni se confeccionan en el exilio.

La resistencia sostiene su dura lucha asegurando con sacrificios y esfuerzos, los paladines de la moral y del combate. Pueblos, provincias, aldeas y lejanos rincones de la Península reciben periódicamente los ejemplares, levantándose en los espíritus y emociones, la fiebre de esperanza y ánimo de la liberación terrorista. Los lugares en donde están enclavados los trabajos gráficos de prensa, son vigilados durante la tirada por antifascistas que en caso de peligro contienen y aguantan a la policía dando la voz de alarma por medio de consignas, permitiendo con el tiempo salvar los materiales y números impresos para que no caigan en manos de la Gestapo.

Los hombres encargados de esta misión, revelan una gran responsabilidad y solvencia a toda prueba, y cuando son víctimas de los asesinos, cumplen con su deber sucumbiendo, si es preciso sin descubrir la menor huella que pueda orientar acerca de los lugares donde funcionan los focos de redacción.

En menos de dos horas a partir de la tirada del periódico, la resistencia recoge los ejemplares por medio de sus enlaces de sector, que rápidamente son trasladados a los delegados de barriada, que finalmente los remiten para su distribución.

Estos grupos están perfectamente organizados y son los que componen la anchura y la masa resistente de la conspiración.

Así es como el pueblo español, la resistencia antifascista y las voluntades solidarias fundidas en la Alianza Nacional de Fuerzas Democráticas, cumplen con el deber de propaganda y expresión en la batalla, sin doblar ni perder el latido de entusiasmo y el vigor de victoria que consagra a todas las inquietudes, bajo una misma inspiración. El triunfo de la democracia republicana y la libertad del pueblo español.

MARCOS E. LEIVA

NOTICIAS Y COMENTARIOS



« L'AUBE », DU M.R.P.

LA DECISION DE L'ONU EBRANLE FRANCO

Le rappel immédiat des chefs des missions diplomatiques ne changera pas grand chose dans les faits. Mais la mesure est maintenant concrète. Elle a été prise à une très forte majorité. Elle portera.

Il y a davantage, cette mesure n'est pas seule. Elle est la première d'une série qui pourra continuer. En effet, si « dans un délai raisonnable — c'est le texte de la résolution de l'Assemblée — l'Espagne n'est pas pourvue d'un gouvernement tenant ses pouvoirs du consentement des gouvernés, et s'étant engagée à respecter la liberté de parole, de religion, et de réunion, à organiser rapidement des élections où le peuple espagnol, sans contrainte ni intimidation et sans considération de parti, pourra exprimer sa volonté, le Conseil de Sécurité examinera des mesures appropriées dans le but de remédier à la situation ».

SUR LES TRACES DE HITLER

Franco pourra difficilement, cette fois, cacher la vérité au peuple espagnol. Il l'avait un peu écrite voilà quinze jours en expurgeant le projet américain de résolution du terme « fasciste ». Le Caudillo ne veut plus passer pour un *führer* !

Il a cependant tenté, hier, de détourner l'attention de son pays. Il a fait acclamer par ses Cortès la frappe d'une monnaie à son effigie. Hitler se contentait de la croix gammée !

LES PEUPLES ESPAGNOLS

Ebranlé, il s'accrochera désespérément. Le Conseil de Sécurité devra sans doute user de ses droits. Il lui faudra n'agir qu'avec prudence et se méfier de tous les régimes provisoires qu'on lui proposera. Il lui faudra n'agir qu'avec clarté et ne pas donner sa confiance à des outsiders inconnus qui prolongeraient la crise, plongeraient l'Espagne dans d'autres oppressions et la tiendraient écrasée sous d'autres bottes avec l'arrière-pensée de maintenir le régime actuel sous le pompon.

« L'HUMANITE »

LE VOTE DE L'ONU, PREMIERE GRANDE VICTOIRE

Le vote de l'Assemblée générale de l'ONU recommandant le rappel immédiat des ambassadeurs auprès de Franco est la première grande victoire remportée dans ce domaine par les nations démocratiques.

Il convient de le souligner, cette victoire est dans une large mesure une victoire des peuples sur leurs propres gouvernements longtemps hésitants et parfois complices.

L'action de la C.G.T. en France, la protestation populaire en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont finalement imposé une mesure qui, si elle n'est pas entièrement satisfaisante, est néanmoins un premier pas vers la rupture totale.

La Cobla Catalana de Perpignan

Le caractère fasciste du régime et sa collaboration avec l'Axe

El sábado pasado estuvo en la Presidencia del Consejo de la República Española la Cobla Catalana de Perpiñán, colectividad artística que al dia siguiente alcanzó un éxito rotundo en la fiesta de gala celebrada en la Sala Pleyel, bajo el patrocinio del popular diario « Franc-Tireur », acto que enaltecieron con su presencia, entre otros destacados concurrentes, la viuda del Presidente Companys y el Presidente accidental del Gobierno republicano español, don Augusto Barcia.

Durante su visita a la Presidencia improvisó la Cobla un excelente concierto con el que brindó a las personalidades, funcionarios y público que tuvieron la fortuna de escucharla, gratos momentos de solaz y al mismo tiempo de evocación patriótica.

Con tal motivo el presidente D. Augusto Barcia pronunció unas palabras breves y eloquentes con las que logró comunicar al auditorio la emoción que visiblemente le ganaba.

Fue el acto una inesperada fiesta de muy agradable re-

L'Assemblée générale de l'ONU CARA CRUZ Y CANTO

Le texte définitif de la resolution

(Suite de la première page)

LAKE SUCCESS. — Voici le texte définitif de la résolution, adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

A San Francisco, Potsdam et Londres, les peuples des Nations Unies ont condamné le régime franquiste et décidé que, tant que ce régime subsisterait, l'Espagne ne pourrait être admise au sein de l'ONU.

Dans la résolution du 9 février 1946, l'Assemblée Générale avait recommandé que les membres des Nations Unies agissent conformément à la lettre et à l'esprit des déclarations de San Francisco et Potsdam.

Les peuples des Nations Unies assurent le peuple espagnol de leur sympathie intacte et de l'accueil cordial qu'ils lui réservent quand les circonstances lui permettront de se joindre aux Nations Unies.

Le caractère fasciste du régime et sa collaboration avec l'Axe

« L'Assemblée Générale rappelle qu'en Mai et Juin 1946, le Conseil de Sécurité a procédé à une enquête sur la possibilité d'une action ultérieure des Nations Unies. La Sous-Commission du Conseil de Sécurité chargée de cette enquête a déposé à l'unanimité les conclusions suivantes :

A) De par son origine, sa nature, sa structure et son attitude générale, le Régime franquiste est un régime de type fasciste, qui doit en grande partie son existence à l'aide reçue de l'Allemagne nazie de Hitler et de l'Italie fasciste de Mussolini.

B) Au cours de la longue lutte menée par les Nations Unies contre Hitler et Mussolini, Franco, en dépit d'incessantes protestations alliées, a fourni une aide très substantielle aux puissances ennemis.

par l'ONU ou ses Organismes, jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement ait été formé en Espagne.

En outre, désirant assurer la participation de tous les peuples pacifiques, y compris le peuple espagnol, à la communauté des nations,

Recommande que si, dans un délai raisonnable, on n'a pas établi en Espagne un gouvernement tenant ses pouvoirs du consentement des gouvernés et s'étant engagé à respecter la liberté de parole, de religion et de réunion, à organiser rapidement des élections où le peuple espagnol, sans contrainte ni intimidation et sans considération de parti, pourra exprimer sa volonté, le Conseil de Sécurité examine des mesures appropriées dans le but de remédier à la situation.

Recommande que tous les membres des Nations Unies rappellent immédiatement leurs ambassadeurs et ministres plénipotentiaires accrédités à Madrid.

En outre, l'Assemblée Générale recommande que les Etats membres de l'Organisation renseignent le Secrétaire Général et à la prochaine Assemblée quelles mesures ils ont prises en application de la présente recommandation.

DES ANCIENS COMBATTANTS AMÉRICAINS MANIFESTENT CONTRE MR. TOM CONNALLY

NEW-YORK. — De nombreux anciens combattants américains se sont manifestés contre le régime franquiste en défilant devant l'hôtel Waldorf Astoria où loge le sénateur Tom Connally. La manifestation a été organisée par le Comité pour gagner la paix, pour protester contre l'opposition manifestée par M. Connally lorsqu'il fut question à sa place. Cet étrange comportement se prête à toutes sortes de conclusions.

contre le régime franquiste. Des délégations semblables ont aussi défilé devant le siège de l'ONU. D'autres anciens mobilisés se sont rendus à Lake Success pour demander la rupture des relations diplomatiques et économiques avec le général Franco.

LE FRANQUISME CONTINUE LA COMEDIE DES MANIFESTATIONS PAYEES

Les manifestations préparées par la Phalange continuent. Le franquisme croit qu'il peut tromper les gens sur le caractère et la signification véritables de ces actes « payés ». Mais, au fond, il y a une preuve de la peur que les décisions de l'ONU ont produites au régime. La dernière de ces manifestations a été marquée par un vote des « Cortès », qui, au cours de leur séance du 12 courant ont adopté une résolution dénonçant « l'ingérence étrangère dans les affaires de l'Espagne » et réaffirmant leur fidélité à Franco.

M. Juan Antonio Suárez, ministre franquiste de l'Industrie et du Commerce, a déclaré que « l'attitude adoptée par M. Paul Henri Spaak, président de l'Assemblée générale de l'ONU, est une insulte à l'égard de l'Espagne ». Il a ajouté que « toutefois, le gouvernement espagnol ne possédait pas les preuves d'une entente entre M. Spaak et le Dr Giral ou d'autres leaders républicains espagnols, pour renverser le régime franquiste.

On remarque le fait que M. Artajo, représentant de l'Action Catholique et ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement, n'a pas pris la parole devant les « Cortès » et que ce soit le ministre de l'Industrie, M. Suárez, phalangiste notoire, qui l'a fait à sa place. Cet étrange comportement se prête à toutes sortes de conclusions.

M. Giral fut reçu avec de grands applaudissements et il a été félicité unanimement pour son rôle patriotique pendant la réunion de l'ONU. Interrogé par les nombreux journalistes qui assistaient à son arrivée à Paris, M. Giral a déclaré que, dans l'ensemble, il était content de son séjour à New-York.

Un journaliste lui ayant demandé ce qu'il pensait de la partie de la résolution de l'ONU sur l'Espagne, M. Giral a répondu : « C'est une victoire pour nous, mais nous devons faire plus pour nos amis espagnols. Nous devons continuer à lutter pour la paix et la justice dans le monde entier. »

Le Chef du Gouvernement, M. Giral et M. Albornoz en France

LAS HUELGAS EN ESPANA ADQUIEREN CADA VEZ MAS AMPLITUD

Las miserables condiciones de vida en que los trabajadores españoles viven a pesar de toda la demagogia franquista, les obliga a lanzarse a movimientos huelguísticos, cada vez de mayor amplitud, por sus reivindicaciones inmediatas.

A las huelgas de los obreros textiles de Sabadell y Barcelona; de los trabajadores del vidrio de Mataró, de los siderometalúrgicos y mineros de Vizcaya, siguen las huelgas de los obreros del Textil de Badalona, y nuevamente en Barcelona.

En todos estos movimientos huelguísticos, las reivindicaciones son las mismas: aumento de salarios, mayor racionamiento, reducción de los precios de los víveres.

Son luchas de los trabajadores por su existencia. Desde este punto de vista, las últimas luchas económicas de los trabajadores españoles adquieren un claro contenido político. Es la lucha contra el propio régimen.

La huelga de los obreros del textil de Barcelona, ha sido rápidamente secundada por los empleados y trabajadores del ramo de Gas y Electricidad, del mismo modo que la huelga de varios miles de metalúrgicos de Bilbao fué seguida de la solidaridad activa de una gran parte de los obreros siderometalúrgicos y mineros de Vizcaya, englobando en la lucha a varias decenas de miles de obreros.

Estas huelgas demuestran que es posible, hasta en las condiciones de terror en que el pueblo español vive, desencadenar luchas importantes en las fábricas y hacer que se extiendan a obreros de una misma industria, y hasta de otras industrias en una misma población.

Ese es el camino que los trabajadores españoles han emprendido. Atrincherados en sus fábricas, en huelgas de brazos caídos, los trabajadores no abandonan éstas sino es ante la violencia empleada por las fuerzas de represión franquista.

LE DISCOURS

MR. IRON INHABITANT A L'ONU

CONTENU NATIONAL ET SOCIAL DE LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

gime actuel sous le pompon d'un autre Caudillo.

« CE SOIR »

FRANCO ACCUSE LA FRANCE D'UN NOUVEAU PEARL HARBOUR

Le général Franco, dans un discours qu'il a prononcé à l'Académie militaire de Saragosse, s'est livré à une inqualifiable provocation contre la France. Après avoir déclaré que « le monde se trouvait dans un état de guerre qui peut être déclaré d'un moment à l'autre », le dictateur espagnol a prétendu que la frontière espagnole avait été violée par des bandes armées venant de France et jouissant du soutien d'éléments étrangers.

« Les ennemis de l'Espagne, a-t-il ajouté, déclencheront de nouvelles attaques contre nous, nous devons être prêts. » Puis Franco a précisé ce que serait selon lui ce prochain conflit : « On est en droit de s'attendre à un nouveau Pearl Harbour, mais qui ne sera pas une attaque brusquée par mer et par air : une cinquième colonne paralysera le système de communications et de transports des pays attaqués et abattrra les démocraties timides et sans structure organique. C'est pourquoi la fermeture des frontières n'est pas une garantie contre l'agression. Pour notre part, nous savons où se trouve l'ennemi. »

Il est difficile de se méprendre sur ce discours de Franco si l'on tient compte que son budget de la guerre pour 1947 se monte à 4.800 millions de pesetas contre 4.575 millions en 1946. Le total de ces dépenses depuis 1940 atteint 32.195 millions, soit 36,3 % du budget. Dans la même période, moins de 17,8 %, soit 6.765 millions étaient consacrés au relèvement des ruines de la guerre civile.

Il est évident que le discours du führer espagnol a surtout pour but de justifier cette prodigieuse disproportion entre ses dépenses civiles et ses dépenses militaires. Ce sont les prétendues « menaces françaises » qui servent de prétexte. La chose serait en soi assez risible s'il n'y avait sur notre frontière des Pyrénées 400.000 soldats franquistes encadrés d'authentiques formations SS...»

« LE MONDE »

COUPS D'EPINGLE...

Au sujet de l'Espagne franquiste, on n'a même pas décidé la rupture des relations diplomatiques. Le retrait des ambassadeurs et chefs de mission est une mesure dérisoire, qui n'a provoqué à Madrid qu'agacement et moquerie. Ce n'est pas avec des coups d'épingle qu'on abat le taureau.

fiesta de muy agradable recuerdo.

En la función de gala de la Sala Pleyel, tanto la Cobla como los niños y niñas de la « Maîtrise vocale de la Radiodifusion française », fueron repetidamente aclamados. La concurrencia escuchó al final, en pie, *Els Segadors*, el *Himno de Riego*, la *Marsellesa* y la *Internacional*.

La colectividad catalana recibió vivas manifestaciones de simpatía por el público parisense, compartiéndolas la cantante María Feus, que actuó con mucho lucimiento.

Nuestra calurosa felicitación a la notable colectividad artística, tan bien acogida en la capital francesa.

PARADEROS

Se desea conocer el paradero de Agustín Gutiérrez Rubio, domiciliado últimamente en Burdeos, rue de Emile Combes, 140, para un asunto que le interesa. Se ruegan noticias a la Administración de este periódico.

Se interesa que el señor Elias Duce se presente en la C.I.M.A.D.E. 25, rue Blanche, cuarto piso.

Sus familiares residentes en New York y en Brooklyn se interesan por el paradero de Felipe Ramos Portela, natural del Ayuntamiento de Olerios, provincia de La Coruña, que salió de Francia con destino a Alemania formando parte de una Compañía de trabajo; y de José Sánchez Pazos, que en 1940 estaba en el campo de Vernet d'Ariège y fué obligado a marchar a Alemania. Se ruega a quienes puedan facilitar alguna información con ellos relacionada se dirijan a José Carnero, 176, Warren Street-Brooklyn, New York.

Se desea conocer el paradero de José García Acevedo, que estuvo de maestro de los niños españoles del campo de concentración de Argelés sur Mer. Escriví a Julián Solana-Meyreuil (Bouches du Rhône).

Notre voix

(Viene de primera página)

du Chef du Gouvernement ouvre une nouvelle route, plus sûre et mieux orientée, pour les revendications de la démocratie espagnole. On prévoit maintenant des événements décisifs qui auront lieu dans un délai de quelques semaines, avec des répercussions très intenses dans l'ordre international.

DE LÉON JOUHAUX A L'O.N.U.

(Suite de la première page)

un gouvernement démocratique qui existait à cette époque, car il n'a pas dépendu de lui que ce gouvernement démocratique reste au pouvoir.

La colectividad catalana recibió vivas manifestaciones de simpatía por el público parisense, compartiéndolas la cantante María Feus, que actuó con mucho lucimiento.

Nuestra calurosa felicitación a la notable colectividad artística, tan bien acogida en la capital francesa.

constituant une intervention dans les affaires intérieures espagnoles. Ce n'est pas une intervention, c'est la rupture entre les Nations Unies et le

un moment où il convient de mettre un peu de substance dans la proposition des Etats-Unis et de ne pas s'adresser seulement au peuple espagnol en lui demandant de faire un acte que l'on sait qu'il est dans l'impossibilité de faire. Il faut lui apporter des éléments moraux. Si les Nations Unies ne font pas cela, si elles se contentent d'un appel généreux, elles n'empêcheront pas Franco de continuer à régner sur l'Espagne et de continuer à imposer sa volonté au peuple espagnol en aggravant de jour en jour le danger de guerre.

Un aspect du problème posé et créé par Franco est qu'il y a depuis un certain temps dans l'Assemblée générale comme dans l'action internationale un grand malaise qui est à la base de l'impuissance des Nations Unies de construire quoi que ce soit.

Si vous me le permettez, je vais dire que franchement ce malaise est cette espèce d'incompréhension qui existe entre l'Ouest et l'Est dans le monde. Ce malaise est à la base même des difficultés où nous nous trouvons. C'est ce malaise qui vici toutes les relations intérieures des Nations Unies de même qu'à l'extérieur. C'est ce malaise qui est à la base des discussions concernant l'établissement de la paix. Il y a là un danger latent, mais également un obstacle contre lequel butent tous les efforts généreux pour donner la paix au monde et reconstituer la solidarité internationale.

La République protégera les pêcheurs dans des termes analogues.

Article 48. — Le service de la culture est une attribution essentielle de l'Etat et il sera prêté par l'intermédiaire d'institutions éducatives liées par le système de l'école unifiée.

L'enseignement primaire sera gratuit et obligatoire.

La République légiférera dans le sens de faciliter aux

y en a assez, sans avoir dit à Franco qu'elle veut la paix, qu'il est un danger pour elle, qu'il est un élément de trouble et d'opposition à la paix et que, non seulement elle le rejette de la communauté humaine,

mais qu'elle demande aux membres des Nations Unies de n'avoir sous aucun prétexte, et même, permettez-moi de le dire même quand les intérêts nationaux paraissent le demander, car ces intérêts ne sont que des intérêts de circonstance, temporaires, et que seul compte l'intérêt général des nations, de n'avoir aucun rapport avec lui. Que les Nations Unies ne donnent pas à Franco des éléments pour durer, pour continuer à organiser la misère de son peuple afin qu'il ne puisse pas se retrouver les énergies nécessaires pour se dresser contre lui. »

DE LÉON JOUHAUX A L'O.N.U.

Pourquoi se souleva le général Franco

(Fin de l'article publié dans le num. 45)

Article 46. — Le travail, sous

ses formes diverses, est un devoir social, et il jouira de la protection des lois.

La République assurera à

tous les travailleurs les conditions nécessaires d'une existence digne. Sa législation sociale réglera: Les cas d'assurance pour maladie, accident, chômage, vieillesse, infirmité et décès ; le travail des femmes et des jeunes et spécialement la protection à la maternité ; la journée de travail et le salaire minimum et familial ; les congés payés annuels ; les conditions de l'ouvrier espagnol à l'étranger ; les institutions de coopération ; les relations économiques-juridiques des facteurs qui intéressent la production ; la participation des ouvriers à la direction, à l'administration et aux bénéfices des entreprises, et tout ce qui concerne la défense des travailleurs.

On a également prévu d'asseoir le coup d'Etat par les excès des forces ouvrières. Et bien, chaque fois que ces dernières essayent d'agir en marge de la loi, le gouvernement républicain les oblige à rentrer dans l'ordre légal. Nous ne connaissons aucun gouvernement républicain espagnol qui ait cotoyé l'impassible des excès semblables à ceux que des personnes sans logement perpétrent aujourd'hui en Angleterre, envahissant de leur propre initiative des demeures qu'elles considèrent inoccupées.

Cependant, aucun Anglais ne justifierait, par exemple, que le général Montgomery emploie ses chars pour expulser Mr. Bevin de son ministère. Non, il n'y a pas de justification possible ; le général Franco se souleva, en tant que chef d'une caste privilégiée et féodale, pour empêcher que l'Espagne ne s'incorpore à la civilisation démocratique et chrétienne des peuples occidentaux. Voici la vérité claire et indiscutable pour tous ceux qui connaissent l'histoire réelle de la guerre d'Espagne.

Enfin, M. Giral examinant les répercussions possibles de la résolution de l'ONU à l'intérieur de l'Espagne a déclaré :

— Je suis sûr que cette résolution aura ébranlé le moral des franquistes et renforcé d'autant celui des anti-franquistes et par là augmenté leur influence pour hâter la chute de Franco. Je ne veux pas faire de prophéties, mais la résolution de l'ONU en définissant nettement le régime de Franco comme un régime fasciste, en reconnaissant les accusations claires portées contre lui, ainsi que la défense d'appartenir à aucun organisme international dépendant de l'ONU représentant déjà des mesures très importantes.

partie de la résolution de l'ONU ayant trait au « délai raisonnable » qui était concedé à Franco, M. Giral a répondu :

— Ceci est une autre question qui concerne le Conseil de Sécurité. C'est lui et lui seul qui peut interpréter cette résolution et dire à quel moment il estime que ce « délai raisonnable » sera révolu. »

M. Giral a ajouté :

— « Vous savez aussi bien que moi que les questions que l'ONU a à traiter sont toutes très difficiles et très complexes. Celle qui concerne la question espagnole comme les autres. Aussi, il n'est pas possible de les expliquer en deux mots. »

— Mais enfin, vous êtes content, Monsieur le Président ?

— Content, oui, ce qui ne veut pas dire entièrement satisfait.

M. Giral a ensuite exprimé le plaisir qu'il avait eu à constater que plusieurs délégations étaient très dévouées à la cause de la République Espagnole. Il a déclaré notamment :

— Je tiens ici à exprimer ma satisfaction à la France et à lui rendre hommage en la personne de son délégué M. Jouhaux.

Article 47. — La République protégera le paysan, et, dans ce but, elle légiférera, en plus d'autres matières, sur le patrimoine familial insaisissable et exempt de toute sorte d'impôts, sur le crédit agricole, sur l'indemnisation pour perte de récolte, sur les coopératives de production et de consommation, sur les fonds de prévoyance, sur les écoles pratiques d'agriculture et les fermes d'expérimentation agricole et d'élevage, sur les travaux d'irrigation et sur les voies rurales de communication.

La République protégera les pêcheurs dans des termes analogues.

Article 48. — Le service de la culture est une attribution essentielle de l'Etat et il sera prêté par l'intermédiaire d'institutions éducatives liées par le système de l'école unifiée.

L'enseignement primaire sera gratuit et obligatoire.

La République légiférera dans le sens de faciliter aux

EL GOBERNADOR DE BARCELONA PROHIBE SE AUMENTE EL SALARIO A LOS OBREROS

Con motivo de las recientes huelgas de los obreros del Textil en Cataluña, el gobernador de Barcelona ha publicado una nota en la que dice :

« Algunas rebeliones acaban de producirse entre los obreros de la industria textil, los cuales reclaman aumentos de salarios que en algunos casos son concedidos, provocando de este modo una situación anárquica en esta industria.

« El gobernador civil — sigue diciendo la nota —, de acuerdo con la Delegación provincial del Trabajo, hace saber que siendo actualmente objeto de estudio por los Servicios del Ministerio de Trabajo la cuestión de aumentos de sueldos en la industria Textil, los patronos del textil deberán abstenerse absolutamente de conceder ninguna mejora por su propia iniciativa a los obreros, cualquiera que sea su actitud, bajo pena de sanciones severas. »

La democracia de los falangistas, que tanto hablan de "su preocupación por el bienestar de los trabajadores", queda reducida a eso ; prohibir a los obreros que hagan reclamaciones ; prohibir a los patronos, bajo severas penas, que atiendan esas reclamaciones. A pesar de eso, todas las noticias confirmar que los trabajadores siguieron la lucha por sus reivindicaciones.

BANDERAS Y OCTAVILLAS REPUBLICANAS EN LA PROVINCIA DE CORDOBA

Junto a las huelgas de los obreros y a las acciones guerrilleras, aparecen en toda España otras manifestaciones de descontento y protesta contra el régimen franquista y de adhesión a la República.

En el Paseo de la Victoria, en Córdoba, y en los pueblos de Adamuz y Villafranca, en esta misma provincia, aparecieron hace unos días, colgadas en distintos sitios, banderas tricolores con la inscripción : « ¡VIVA LA REPÚBLICA ! »

En toda la provincia de Córdoba han circulado profusamente centenares de octavillas llamando al pueblo a la lucha contra Franco y aconsejando a los obreros se unan a fin de que, por medio de la huelga, puedan mejorar sus condiciones de vida.

En las mismas octavillas se llama al pueblo a la lucha por la República y se le invita a que se pronuncie en favor del Gobierno del Dr. Giral.

El Partido Federal rechaza la idea de un plebiscito en España y ratifica su apoyo al Gobierno Giral

A Secretaría del Partido Federal emitió recientemente desde Méjico una alocución radiada a propósito del proyecto, de que se habló en algún momento, de realizar un plebiscito en España para decidir si el régimen del país ha de ser, en definitiva, republicano o monárquico.

Deploramos sinceramente que exigencias de publicidad ineludibles nos impidan la integra inserción de un documento como el que nos ocupa, notable por su claridad y por la fuerza de sus argumentos, y nos fuenca a indicar sólamente lo esencial del mismo.

Como es lógico, el Partido Federal rechaza plenamente la idea de ese plebiscito, estimando que una consulta de esa clase, aun realizada con garantías de autenticidad que no podría ofrecer la España franquista, tiene lugar adecuado para resolver una duda de tipo político en un país. Pero en nuestro caso no existen dudas, porque los hechos son diáfanos y de tal fuerza que sólo pueden dunder aquellos a quienes interese la duda, aquellos que no sienten con orgullo su condición de españoles y de republicanos.

Traza un acertado bosquejo sintético de la tenebrosa maquinación preparada y llevada a cabo contra la República por las fuerzas retardatarias españolas, en conciliáculo con los poderes extranjeros, y hace ver cómo dentro del solar ibérico se mantiene el franquismo — vencedor gracias a la traición y a la venta de España — mediante el terror en todas sus manifestaciones más execrables.

Al término de la guerra mundial, castigados si no todos los culpables una parte de ellos, y cuando las Naciones Unidas estiman llegada la hora de repudiar el Gobierno de Franco, último vestigio del fascismo, no es la ocasión de preguntar a un pueblo que no ha dejado de ser republicano y que permanece oprimido por el dictador, si es necesario que después de éste venga un Borbón a continuar la deplorable tradición de

en que lo hemos expresado.

No cabe duda de buena fe en este aspecto.

España es absolutamente republicana.

El plebiscito no sólamente, en este caso, es antijurídico, sino que su acción arrastraría la dignidad de la Nación Republicana Española.

Estamos al lado del Gobierno del señor Giral, sencillamente porque éste mantiene la legalidad y la intransigencia de la República en su indeclinable derecho a reintegrarse al suelo español, con todas sus instituciones, con toda la gloria y todo el derecho que se debe a los defensores de la voluntad popular.

Toda debilidad o compromiso en un plebiscito, constituye una traición a los ideales y a la voluntad de nuestro pueblo.

Por estas razones el Partido Federal declara una vez más su fe inquebrantable en la República, su adhesión al Gobierno y al alto dignatario que representa al régimen y anuncia que estará enfrente de todo compromiso que tienda a desvirtuar la voluntad nacional y al lado de todos aquellos que, conscientes de su deber de españoles y de su dignidad de republicanos, luchen por estos principios.

Y si nos quedamos solos en el empeño y en la lucha, seguiremos en ella, seguros como estamos de que la Patria nos lo ha de agradecer. »

Tales son los términos claros y energicos en que se produce el Partido Federal, de tan limpia tradición y noble historia. No podría ser de otra forma. Esto mismo es lo que siente y piensa la inmensa mayoría de los españoles, y todo lo que no sea dar satisfacción a estas legítimas aspiraciones será prolongar una situación

BRILLANTE ACTUACION DEL SR. GORDON ORDAS EN TIERRAS DE AMERICA

El Embajador de la República Española, don Félix Gordón Ordás, en una labor de apostolado republicano verdaderamente ejemplar, ha recorrido Panamá, Guatemala, Venezuela y otros países llevando la voz de la España auténtica a aquellas tierras en las que perdura lo más noble de nuestro espíritu.

En Méjico, en un acto conmemorativo de la gloriosa gesta de la defensa de Madrid, don Félix Gordón Ordás, con profunda emoción, pronunció un magistral discurso en el que cantó las grandezas de nuestro Madrid : « Madrid — dijo — marcó al mundo entero la pauta que habrá que seguir en defensa de la libertad. Pueblo de sensibilidad política extraordinaria, Madrid no podía desconocer que casi con la única y admirable excepción del gran pueblo de Méjico, nuestro país se hallaba absolutamente abandonado por aquellos al servicio de los cuales derramaba la sangre generosa de los hijos de su pueblo. Pero el indomable espíritu de los madrileños y su sentido de libertad, no fué abatido, y tras la noche dramática del 6 de noviembre de 1936, en que tal vez sintió desaliento y dudas de poder contener la tremenda avalancha que se le venía encima, adoptó en la mañana del dia 7 la decisión heroica y definitiva de resistir hasta el fin... »

Dice después que la guerra de siglos que ha sostenido el pueblo español a través de su historia contra el despotismo y en defensa de la libertad, tuvo su más alta expresión en la guerra civil de 1936.

« Y volverá a tenerla. — termina afirmando don Félix Gordón Ordás —, porque los hombres que sentimos en nuestras almas que lo más hermoso que el hombre inventó el maravilloso concepto de la libertad, hemos de continuar esta lucha, y qué duda cabe !, indefinidamente. Pasé lo que pase nuestro espíritu no decaerá jamás ».

También en Guatemala, en el acto de inauguración del Ateneo García Lorca, el señor Gordón Ordás fué el primero en abordar la tribuna para referirse al acto en homenaje a uno de los más grandes poetas de la España mártir, que sumió a la patria en la tragedia de la guerra civil, y cuya memoria sigue siendo recordada con respeto y admiración por todos los que conocieron su obra.

Recuerda su primer viaje a España durante la guerra civil, pues se hallaba en el extranjero en misión diplomática, y canta con palabras de emoción y exaltación el heroísmo del pueblo madrileño que, mientras el mundo entero contemplaba su gesta gloriosa, continuaba su vida como si nada extraordinario ocurriera y hasta los niños, en calles muy próximas al frente de guerra,



Comisión oficial del Gobierno de la República a la U. N. E. S. C. O., presidida por el Sr. Barcia.

MEMORANDUM

Revisión de un mito

ENTRE los mitos que se han puesto en boga en estos últimos tiempos por los adversarios de la democracia figura en lugar preferente el mito de la juventud, considerada como una panacea o solución única para la salud de los pueblos.

Fácil de conducir la juventud, con tal de que se le dé un motivo para la aplicación de sus actividades bajo los auspicios de un signo o de otro, los dictadores han sabido aprovechar hábilmente esta ductilidad para halagar a los jóvenes y hacerles creer que la política del país o acaso del mundo entero esperaba de ellos, y de ellos solamente, su renovación y su enderezamiento. Así ha nacido el menosprecio a los hombres maduros y experimentados y la tendencia a considerarlos fracasados, en bloque, sin discriminar sus méritos y servicios, atribuyéndoles en cambio, todos los errores, aun los debidos a circunstancias que ni ellos nadie hubiera podido superar.

Contra este mito de la juventud, única creadora y todopoderosa, hay que ir. Porque es un mito, es decir, una mentira más o menos poetizada, y porque este mito es perjudicial. La juventud tiene un gran papel que jugar en la política de los pueblos y de la humanidad. Pero no un papel único. Ella es la generosa fuerza impulsora con la que es imprescindible contar en toda obra de transformación; mas para que esta energía y este "élan" sean fecundos y no se descarrien por senderos de esteridad, es necesario que la equilibren la serenidad del varón maduro — "el varón en su punto", que decía Gracián — y el buen consejo del anciano.

Ningún gran movimiento histórico, ninguna empresa de trascendencia ecuménica han sido obra de la juventud ni de ninguna otra edad de la vida, sino fruto de colectivos esfuerzos en la lucha política y en las adversidades del destino, no obstante su avanzada edad.

Nos complacemos en testimoniar públicamente al señor Pardo Aroca, con este motivo, nuestra simpatía y merecido afecto.

Franco veut conserver les avoirs de l'Axe! Les Sociétés allemandes, italiennes ou japonaises, déclarées en faillite, ont été décrétées biens espagnols

A PRES plus d'un an de négociations et de marchandage, les experts alliés et espagnols se sont réunis pour la première fois la semaine dernière, afin de discuter les modalités de la remise au Conseil de Contrôle Allié, des biens de l'Axe.

Il y a un mois, le gouvernement de Madrid accepta de reconnaître le Conseil de Contrôle Allié comme représentant de l'Etat allemand et peu après, de négocier non seulement avec les Anglais et les Américains, mais aussi avec les Français, qu'il s'obstinait à ignorer sous prétexte de la fermeture de la frontière.

Avant la guerre civile, les capitales allemands et italiens investis dans la Péninsule Ibérique étaient incomparablement plus faibles que ceux des puissances occidentales. Les principales entreprises allemandes étaient l'électricité de Séville, deux mines de plomb, quelques filiales importantes de l'A.E.

(De « La Semaine Economique et Financière » du 13-12-46.)

si es necesario que después de éste venga un Borbón a continuar la deplorable tradición de su familia y de la Monarquía en España.

« España — dice el Partido Federal — no necesita decidirse por su régimen; lo ha hecho ya en la forma elocuente

que no sea dar satisfacción a estas legítimas aspiraciones será prolongar una situación anómala y peligrosa, que en bien de la paz universal y de la tranquilidad del pueblo español urge resolver de una vez en términos justos y democráticos.

El Licenciado Don Miguel Alemán gran amigo de la República Española

El hombre que acaba de ascender a la más alta magistratura política de México no es un general, como sus antecesores Plutarco Elias Calles, Lázaro Cárdenas y Manuel Ávila Camacho, sino un jurista, un hombre de Derecho: el Licenciado Miguel Alemán Valdés. Pero, como me decía mi amigo Carlos Serrano, secretario de la Embajada de México en París, para ese Licenciado no son desconocidas las luchas por el ideal revolucionario que anima al partido que le ha llevado a tan alto puesto.

El pueblo de Sayula en que nació, está situado al sur del Estado de Veracruz, en una región tropical exuberante y bellísima, cuyas agrestes montañas fueron refugio de muchos de aquellos viejos luchadores que, a comienzos de siglo, ofrecieron su vida con heroísmo en holocausto de la revolución por ellos iniciada y cuyo espíritu sigue animando la obra gubernamental del país. Uno de esos luchadores, el general Alemán, fué su padre. A su lado conoció Miguel, desde niño, el ardor de la lucha por el ideal y aprendió a amar la libertad y la democracia y también la necesidad de estar dispuesto siempre a defenderlas, hasta con sacrificio.

Después de sus primeros estudios en Orizaba, los continuó en la Universidad Nacional Autónoma donde obtuvo con gran brillantez el título de Licenciado en Derecho. Pronto se distinguió en el ejercicio profesional y fué designado Magistrado del Tribunal Supremo de Justicia del Distrito y Territorios Federales. Fué en este cargo, que desempeñó todavía muy joven, donde se dibujaron con firmeza los rasgos característicos de su personalidad. El espíritu de honestidad, de rectitud y de justicia, de justicia humana, que presidió su actuación, le crearon



prestigio tal, que sus compatriotas del Estado de Veracruz le eligieron Senador de la República. Pronto destacó como político de visión certa y gran tacto en el enjuiciamiento y solución de los negocios públicos.

En el periodo constitucional de 1936 a 1940 es elegido gobernador del Estado de Veracruz, y en este puesto, apropiado para las realizaciones políticas tan conformes con su temperamento, es donde el Licenciado Alemán da pruebas de sus grandes dotes de gobernante moderno. Dedicó sus esfuerzos a intensificar la educación popular con la creación de escuelas y a favorecer el desarrollo de la riqueza del país por la construcción de grandes e importantísimas carreteras. Más del 50 por ciento del presupuesto de su Estado se destinó a atenciones de educación. Jalapa, Córdoba, Orizaba, Veracruz y otras muchas ciudades, grandes y pequeñas, atestiguaron con magníficos edificios escolares la magnitud de la obra realizada por su gobernador, Miguel Alemán, en favor de la cultura del país. En el orden al desarrollo de la riqueza, sigue informándome mi amigo Serrano, realizó una total transformación en el país. A él se deben la ca-

extraordinaria ocurrencia y hasta los niños, en calles muy próximas al frente de guerra, realizaban sus juegos infantiles con la misma normalidad de siempre.

« Heroísmo callado, silencioso, tranquilo. Magnífico heroísmo de un pueblo que, por te-

de ella, sufre hoy cárcel y exilio. Muchos como García Lorca han pagado caro sus anhelos de ver a España rediviva. Sin embargo, lo mucho que se ha hecho y lo poco que falta por hacer, nos da la esperanza de que días mejores vendrán para nosotros.

Se constituye la Agrupación de Universitarios Espanoles

La Agrupación de Universitarios Espanoles en Francia, integrada por los antiguos afiliados de la F.U.E. y ex-alumnos de las Universidades y de las Escuelas Especiales de España a quienes pueda estimarse precursores del movimiento que cristalizó en la fundación de aquella, aprobó en reciente Asamblea su Reglamento orgánico y procedió a la designación de Junta Directiva que quedó formada de la siguiente forma:

Presidente: Félix Montiel.
Secretario: Alfonso Ayensa.
Tesorero: Guillermo Zúñiga.

Vocales: Francisco Blasco Fernández-Moreda y Engracia Ron.

La nueva Directiva, cumpliendo acuerdo de la Asamblea, visitó al Jefe del Gobierno de la República y al Ministro de Instrucción Pública, señor Santaló, haciendoles presente la adhesión de la Agrupación a las instituciones legítimas. Asimismo fué cursado a la ONU un cablegrama pidiendo la adopción de medidas eficaces para la liquidación del fascismo en España.

La Agrupación se ha puesto en contacto con el organismo central, que radica en Méjico, así como con las entidades universitarias españolas de Francia, y se propone desarrollar una intensa labor de difusión y fomento de nuestra cultura cooperando en defensa de la misma, a la instauración en España de un régimen de libertad, sólo posible con el establecimiento de la República. Otra de las finalidades primordiales de la Agrupación de Universitarios es la de prestar la ayuda posible a los universitarios e intelectuales españoles víctimas de la guerra y de la represión y la de contribuir a la mejor preparación, técnica, moral y política de sus miembros.

Sólo la mayoría de ces sociedades est en faillite, tandis que d'autres ont été renflouées grâce à des capitaux de l'« Institut National d'Industrie », organisme officiel, et sont ainsi devenues biens espagnols.

De ce côté, il sera donc difficile aux alliés de récupérer

qui que ce soit d'intéressant.

Il leur resté la dette du gouvernement de Madrid envers l'Allemagne et l'Italie. Celle-ci a déjà été soumise à un accord avec Rome, qui pourra disposer d'un crédit jusqu'à concurrence de 40 millions de livres sterling. Pour ce qui est des 18 millions

(De « La Semaine Economique et Financière » du 13-12-46).

nuestra simpatía y merecido afecto.

en si. Es un estado intermedio, un periodo de paso a una evolución más completa y acabada.

En un artículo de M. Gabriel Boissy, escrito hace tiempo, encontramos a tal propósito estas justas palabras:

Los periodos que fueron grandes y fuertes, esos períodos y más exactamente esas generaciones de qué desciende y que va a continuar la juventud actual, no fueron grandes y fuertes porque guardaban ante todo el culto apasionado, el culto cuidadoso de la experiencia de sus antepasados y, en la práctica cotidiana de sus costumbres, el culto de los viejos.

Así es y así seguirá siendo. Ya Thierry Maulnier nos puso en guardia contra este mito. La juventud es un estado de paso cuyos valores fructifican en el adulto. No contar con ella sería absurdo. Contar sólo con ella es insensato. Y en definitiva el sostentimiento de este mito no es provechoso para la juventud, si no para quienes se dedican a encaminar su generosidad irreflexiva, o su irresponsabilidad generosa, a fines vituperables. Bien cercanos están los ejemplos en las juventudes nacificadas que hoy tratan las Naciones Unidas — con cuánto trabajo! — de desnacificar.

Verdades antiguas son estas que recordamos; pero no están de más, acaso, repetirlas.

LA LIGA FRANCESA DE LA ENSEÑANZA

INVITADO por la « Ligue Française de l'Enseignement » con ocasión de la reunión mensual del Bureau de la misma, el Ministro de Instrucción Pública, Sr. Santaló, asistió a la comida íntima ofrecida por la citada entidad a diversas personalidades de la Enseñanza y simpatizantes el día 12 de los corrientes, en un conocido restaurante del Barrio Latino.

Sigue aplicándose la "Ley de Fugas"

El Director general de Prisiones, Francisco Aylagas, en unas declaraciones hechas a los correspondientes de la prensa extranjera en Madrid, con fecha 28 de noviembre, declaró que:

Un preso fué muerto y tres heridos el 18 de noviembre, mientras esperaban ser juzgados en la prisión de Carabanchel, cuando un guardia hizo fuego contra uno de ellos por creer que intentaba fugarse.

Ese preso muerto en la prisión de Carabanchel, en tanto esperaba ser juzgado, ha sido simplemente asesinado. El alegato de que, « el guardia creyó que intentaba fugarse », es el manoseado pretexto que siempre se emplea para intentar justificar estos asesinatos.

EN LA SALA CADET

UN ACTO EN PRO DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

En la Sala Cadet, que estaba abarrotada de público, se celebró un importante acto organizado por el Comité francés de la Federación Internacional de Mujeres.

Presidió Madame Saillant e hicieron uso de la palabra Madame Coton, en representación de la Liga de Mujeres de Francia; el gran poeta Luis Aragón leyó unos poemas inspirados alusivos a la tiranía franquista; Victoria Kent, en un discurso de gran interés, declaró que precisamente el carácter ilegítimo del Gobierno de Franco, que hace de él un instrumento plenamente irresponsable, da a nuestro problema la fuerza de un problema internacional, porque su ilegitimidad impide todo trato en el orden exterior. Nada puede tratar ni pactar con él ningún pueblo, ya que los tratados por el franquismo suscritos carecen de vigor, pues no obligan al

pueblo español a su reconocimiento y cumplimiento en tanto que han sido concertados a espaldas de su voluntad. Don Fernando Valera, Secretario general de Prensa y Propaganda del Gobierno de la República, pronunció breves palabras de adhesión al acto y, por último, Madame Madeleine Braum, vicepresidenta de la Asamblea Nacional francesa, resumió los discursos pronunciados sometiéndolos a la consideración de los reunidos el texto de una moción reiterando de todas las organizaciones femeninas del mundo la ruptura de relaciones de todo orden con el franquismo y el reconocimiento del Gobierno legítimo de España.